



Déclaration de l'intersyndicale des représentants du personnel

Mesdames et messieurs les administrateurs,

Fin 2017, le Cerema traversait une crise grave. Refusant de devenir « le fossoyeur du Cerema », son président claquait la porte, suivi de près par le Directeur Général, dont la décision de fermer la Direction Île-de-France avait provoqué la colère des agents et des organisations syndicales.

2 ans après, l'origine de la crise est toujours là : la fonte des effectifs et la chute vertigineuse de la subvention de l'État ! Dans le budget qui nous est soumis aujourd'hui, elle ne couvre même plus la masse salariale !

Leurs conséquences concrètes sont inscrites dans Cerem'Avenir : suppression de pans entiers d'activité, déstabilisation des laboratoires, saccage des fonctions support, missions de services public bafouées, menaces sur certaines implantations, activité recherche réduite à quelques équipes refermées sur elles-mêmes, dérive mercantile, obsession des recettes de tiers, fragilisation de l'expertise, etc.

Au travers de Cerem'Avenir, c'est donc la casse de l'Établissement qui est en marche. C'est aussi la conséquence logique de la purge que nous subissons, imposée par Bercy en plein accord avec nos Ministères de tutelle et orchestrée par le directeur général.

Concocté en secret durant plusieurs mois, Cerem'Avenir reste illisible pour beaucoup. Ce flou savamment entretenu par notre DG cache une modification en profondeur de l'outil et des modes de production ! C'est

la signature de notre DG, qui organise l'externalisation des missions - voire la privatisation de l'Établissement. Contrairement à ce qu'il affirme, supprimer des postes aujourd'hui ne nous protégera pas de nouvelles destructions de postes après 2022. D'ailleurs, ni le Ministère ni Bercy ne prétendent le contraire !

Aujourd'hui, les masques tombent. Les agents commencent à comprendre, en écoutant leur hiérarchie et les représentants du personnel que leur poste est menacé et que les diminutions d'effectifs obèrent l'avenir de leur service, voire de leur site.

Partout où le directeur général se rend pour porter la bonne parole, les agents se mobilisent et organisent des actions. Là où les directeurs s'appliquent à vendre le projet du DG, tentent de rassurer, d'expliquer son plan, des actions se montent sous l'impulsion des organisations syndicales.

Au-delà des suppressions de postes, c'est aussi le sens de l'action des agents qui est nié. Des activités bénéfiques pour la collectivité nationale et répondant à la demande sociale sont abandonnées.

Les risques psycho-sociaux sont au plus haut et les agents sont en souffrance. Ce ne sont pas les mesurette d'accompagnement du véritable plan social annoncées par la direction générale, qui vont les rassurer.

Les organisations syndicales n'entendent pas cautionner cette mascarade de débat budgétaire, alors que les décisions sont prises ailleurs et que le Ministère se lave les mains des risques graves que son inaction complice fait courir aux agents. En conséquence, nous ne participerons pas à ce conseil d'administration.

Mesdames et Messieurs les administrateurs, nous vous engageons aujourd'hui à ne pas voter ce budget 2020. Ayez l'audace et le courage de soutenir le mouvement des agents et d'adresser un message clair à nos Ministères de tutelle : STOP à la casse du Cerema ! STOP à la casse du service public !

Merci de votre attention.